

Décarbonation des bâtiments : vingt ans de politiques publiques à l'épreuve des données

Alors que la consultation publique sur la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3) s'achève, l'Institut TerraWater publie deux travaux complémentaires : une note d'analyse, « La rénovation énergétique, priorité pour le climat ? », et le rapport « Accélérer l'électrification des bâtiments ».

La note « **La rénovation énergétique, priorité pour le climat ?** » rappelle les éléments structurels qui aurait dû interroger la hiérarchie des priorités appliquée par les politiques publiques ces vingt dernières années en faveur de la rénovation énergétique et défend l'idée que l'électrification aurait dû constituer le premier acte de la décarbonation des bâtiments.

À partir du premier panorama consolidé des données françaises sur la décarbonation des bâtiments, le rapport « **Accélérer l'électrification des bâtiments** » formule vingt propositions pour atteindre les objectifs de la SNBC3¹ sans engagement financier supplémentaire de l'État.

Fruit de près de six mois de travaux intégrant les données les plus récentes disponibles au printemps 2026, **il croise les informations de 25 organismes, administrations et filières** afin d'éclairer les choix de politique publique et les leviers permettant d'atteindre les objectifs climatiques de 2030.

« La question prioritaire aurait toujours dû être : comment le bâtiment doit-il sortir des énergies fossiles, à quelle vitesse, et quel ordre de priorité donner aux différentes stratégies possibles. Notre travail vise à fonder solidement et précisément ces arbitrages, à partir de données rigoureuses, cohérentes et lisibles » explique Myrto Tripathi, directrice générale de l'Institut TerraWater.

La première analyse transversale de la décarbonation des bâtiments en France

Le rapport n'a pas pour ambition de produire de nouvelles données, mais **de rassembler, croiser et mettre en perspective des informations aujourd'hui dispersées et parcellaires entre administrations, énergéticiens, filières industrielles et organismes spécialisés.**

Il mobilise notamment les travaux du SDES, du CITEPA, du CEREN, de RTE, de l'ADEME, de l'ANAH, du CSTB, de l'INSEE, de la Cour des comptes, du Conseil d'analyse économique, de GRDF, d'Enedis, de la FEDENE, d'Uniclima ainsi que de plusieurs directions du ministère de la Transition écologique.

Alors que les ventes de chaudières, les réseaux de chaleur, la chaleur renouvelable, les fluides frigorigènes, les certificats d'économie d'énergie ou les profils d'équipements sont généralement analysés séparément, **il propose une lecture consolidée et précise de l'ensemble de ces enjeux.**

Vingt ans de politiques publiques à l'épreuve des résultats

Depuis le début des années 2000, la rénovation énergétique s'est imposée comme le principal levier de la politique climatique appliquée au bâtiment. La priorité donnée à la réduction des consommations énergétiques a progressivement structuré l'ensemble des dispositifs publics de soutien au secteur, **reléguant au second plan la question de la substitution des énergies fossiles.**

Cette évolution conduit TerraWater à **rappeler, par la preuve, que l'électrification doit constituer le premier acte de la décarbonation des bâtiments**, la rénovation énergétique venant ensuite amplifier les gains climatiques obtenus et améliorer la performance du parc immobilier.

L'enjeu est de définir la séquence la plus efficace pour atteindre les objectifs climatiques : d'abord électrifier rapidement les usages fossiles puis améliorer progressivement la performance énergétique du parc immobilier.

Une nouvelle lecture de la décarbonation des bâtiments

Le rapport propose une analyse détaillée des usages énergétiques du bâtiment qui, étonnamment, n'existait pas jusqu'ici, afin de rendre plus transparente la contribution réelle et détaillée du bâtiment aux émissions territoriales françaises :

- **Il distingue et détaille les différents usages** : thermiques - chauffage et eau chaude sanitaire - des autres usages énergétiques,
- **Il associe les émissions de CO₂ aux équipements qui en sont responsables**, identifiant notamment celles du parc de chaudières fossiles évalué à encore près de 13 millions d'unités,
- **Il intègre et met en lumière les émissions liées à l'utilisation du bois-énergie**, trop généralement absentes des analyses sectorielles,
- **Il évalue l'impact réel des différents leviers de décarbonation** grâce à la reconstitution de l'évolution des émissions depuis 2010 : substitution des chaudières au fioul, amélioration énergétique des bâtiments, sobriété, évolution du climat, réseaux de chaleur et fluides frigorigènes.

Selon cette méthodologie, le bâtiment représenterait 24 % des émissions territoriales françaises, contre 19 % dans les approches traditionnelles. **Le chauffage seul des bâtiments – à l'exclusion des autres usages – apparaît ainsi comme le second secteur le plus émetteur de CO₂ en France après les transports.**

Pourquoi l'électrification s'impose désormais comme un levier central

Le chauffage représente 55 % de la consommation de gaz naturel, 77 % de la consommation de bois, et 8 % de la consommation de produits pétroliers (fioul et GPL).

Dans ce contexte, **TerraWater considère que l'électrification des usages doit devenir la priorité des politiques publiques de décarbonation du bâtiment.**

Cette accélération suppose toutefois de traiter finement les enjeux de thermosensibilité, de qualité des équipements, de dimensionnement des installations et d'adaptation du cadre réglementaire dans le neuf comme dans la rénovation, le secteur du bâtiment représentant déjà 70 % de la consommation d'électricité française.

20 propositions pour accélérer la transition dès 2026

Le rapport **formule vingt recommandations destinées à lever les principaux verrous techniques, réglementaires, financiers et juridiques qui freinent aujourd'hui l'électrification des bâtiments.**

Ces propositions s'organisent autour de **quatre priorités** : mobiliser les gisements d'électrification rapide ; évaluer la rénovation énergétique à partir de son coût réel par tonne de CO₂ évitée ; créer un choc d'offre autour des pompes à chaleur ; responsabiliser les propriétaires et les collectivités locales.

Pour TerraWater, **l'enjeu n'est pas de mobiliser davantage de financements publics, mais d'améliorer l'efficacité climatique et économique des moyens déjà engagés.**

Une réflexion qui dépasse le seul secteur du bâtiment

Au-delà du bâtiment, TerraWater voit dans cette séquence un enseignement plus large pour les politiques de transition : **aux responsables publics de fixer les objectifs, les contraintes et les arbitrages collectifs ; aux spécialistes d'identifier les solutions techniques les plus efficaces pour les atteindre.**

Le temps, l'argent et la valeur économique mobilisés dans la rénovation énergétique du bâtiment - qui n'ont pas donné les résultats attendus et ont entraîné des retards et des pertes d'opportunités - constituent une leçon importante pour les futures politiques publiques de transition énergétique et climatique.

Chiffres clés :

- 2 publications : la note « La rénovation énergétique, priorité pour le climat ? » et le rapport « Accélérer l'électrification des bâtiments ».
- 6 mois de travaux entre le printemps 2025 et le printemps 2026 et 25 organismes, administrations et filières analysés et croisés.
- 13 millions de chaudières fossiles encore en service en France, 10 millions encore en fonctionnement en 2050 sans action supplémentaire,
- 70 % de la consommation électrique française liée aux bâtiments, 55 % de la consommation de gaz naturel, 77 % de la consommation de bois,
- 24 % des émissions territoriales françaises, dont 20 % pour la chaleur seule des bâtiments (chauffage et eau chaude),
- 20 propositions opérationnelles pour accélérer l'électrification des bâtiments, sans dépense supplémentaire.

<https://institut-terrawater.org>